

Le divorce d'avec les chiffres, par Jean Pisani-Ferry

LE MONDE, 15.01.08

Plus personne ne croit dans les statistiques", a déclaré Nicolas Sarkozy le 8 janvier, à l'appui du lancement d'une réflexion sur la mesure du produit intérieur brut (PIB) qu'il a confiée à deux économistes, Amartya Sen et Joseph Stiglitz. Le jugement, sans détours, pose plusieurs questions : est-ce vrai ? est-ce grave ? est-ce justifié ? que faire ?

Est-ce vrai ? Sur l'inflation, le pouvoir d'achat, le chômage, les inégalités, les Français doutent de la fiabilité et surtout de l'objectivité des données publiques. C'est pour l'inflation que l'incrédulité est la plus nette. Jusqu'à l'arrivée des pièces et billets en euro, la hausse des prix perçue par les ménages coïncidait avec celle mesurée par les statisticiens. Depuis, les deux mesures ont divergé : les statisticiens estiment que l'impact de l'euro a été ponctuel et faible, les ménages qu'il a été durable et important. Et c'est le cas en France plus qu'ailleurs : après beaucoup de récriminations, la défiance des Allemands et des Italiens s'est calmée, pas celle des Français.

Sur les autres indicateurs, il n'y a pas eu rupture franche, mais montée de la suspicion. Les estimations indiquent que le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 3,3 % en 2007, mais le débat public prend pour acquis qu'il a au mieux stagné. La mesure du chômage a fait polémique tout au long de l'hiver dernier, après que l'Insee eut maladroitement reporté l'exploitation des résultats d'une enquête dont il n'était pas sûr. Les chiffres disent que les inégalités n'ont guère augmenté en France, mais les citoyens pensent le contraire. On pourrait multiplier les exemples : entre les perceptions et les chiffres, c'est effectivement le divorce.

Est-ce grave ? Dans un petit livre récent (*La Société de défiance*, Cepremap, 2007), Yann Algan et Pierre Cahuc ont souligné combien la défiance à l'égard des autres, et à l'égard des institutions, était marquée en France en comparaison des autres pays développés, et combien cela nuisait à notre efficacité collective.

La suspicion à l'égard des chiffres est de même nature. Pour prendre la mesure des problèmes ou apprécier les effets des politiques, une société évoluée a besoin de données à l'abri du soupçon. En l'absence d'une base objective reconnue, c'est sa capacité à dialoguer avec elle-même qui est en cause. Dans les années 1970, la CGT publiait un indice des prix qu'elle voulait concurrent de celui de l'Insee. La campagne de 2007, au cours de laquelle les principaux candidats ont fait assaut de critiques à l'égard des chiffres, a montré que nous ne sommes plus très loin de ces errements.

Est-ce justifié ? Les citoyens ont motif à douter, et d'abord en raison de l'usage que font des chiffres ceux-là mêmes qui devraient s'imposer une rigueur sans faille. Le ministère des finances, auquel appartient l'Insee, publie avec une touchante régularité des prévisions économiques subtilement optimistes et des projections budgétaires franchement irréalistes. Certes, les initiés savent où se situent les murailles de Chine, et quelle confiance accorder à un chiffre selon qu'il concerne l'année passée ou à venir, qu'il porte l'empreinte du ministre ou qu'il est technique. Mais comment les Français pourraient-ils faire la différence, comment imaginer que la faible crédibilité des uns ne finisse pas par affecter celle des autres ?

Les statisticiens ont ensuite leur part de responsabilité. En techniciens assurés de leur objectivité, ils sont souvent longs à reconnaître, derrière telle protestation apparemment mal informée, la réalité d'un nouveau phénomène. La controverse sur le pouvoir d'achat en a témoigné, qui a révélé une série de facteurs explicatifs de l'écart entre mesure et perception : les salaires à plein temps ont progressé, mais le revenu des salariés a stagné en raison de l'augmentation de la précarité ; le revenu des ménages a crû, mais leur niveau de vie bien moins, dans une société où ils sont de plus en plus souvent composés d'une seule personne ; le poids des dépenses contraintes (loyer, chauffage, remboursements d'emprunts) s'est accru, et la part disponible pour la consommation discrétionnaire a diminué d'autant. Les chiffres usuels n'étaient pas faux, mais ils reflétaient mal une réalité en transformation.

Que faire ? Il est utile de réfléchir à la mesure du PIB par tête, parce qu'il est loin d'être une jauge satisfaisante du bien-être. On connaît déjà l'indicateur de développement humain de l'ONU, qui agrège au revenu des indicateurs de santé et d'éducation. Récemment, Marc Fleurbaey et Guillaume Gaulier ont recalculé le niveau de vie des pays industrialisés en donnant une valeur monétaire positive au loisir et à l'espérance de vie, négative à la précarité, aux inégalités et aux dommages à l'environnement (la "Lettre du Cepii", octobre 2006, www.cepii.fr). Dans le classement qui en résulte, la France gagne des places (à cause du loisir) et les Etats-Unis en perdent (à cause des inégalités).

Traduire des travaux de recherche en réforme du PIB sera cependant une oeuvre de longue haleine, qui n'affectera pas avant longtemps la mesure de la croissance. Cela ne suffira pas à restaurer la confiance dans les statistiques. Pour réconcilier les Français avec leurs chiffres, mieux vaudrait commencer par aligner la France sur le droit commun européen, en garantissant juridiquement l'indépendance professionnelle de l'Insee, et élargir, au-delà des pratiques actuelles, le dialogue avec la société civile sur les priorités de la statistique publique.

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur du centre Bruegel (Brussels European and Global Economic Laboratory).